

N° 593

Semaine du

10 au 17 janvier

1973

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

les institutions démocratiques sont-elles dépassées ?

« Nous ne voulons pas changer en profondeur l'équilibre des moyens fixés par la Constitution de 1958 entre le Président et le Parlement, mais nous voulons que le Président respecte la Constitution... » « Ce n'est pas parce que le Président de la République est élu depuis 1962 au suffrage universel que notre pays vit sous le régime de pouvoir personnel, mais parce que le Chef de l'Etat interprète la Constitution de façon abusive. »

Ainsi parle Mitterrand.

On ne saurait être plus clair. La Constitution de 1958 est bonne.

C'est l'usage qu'en fait Pompidou qui est mauvais.

Ce même Pompidou dont on clame bien haut qu'on ne demande rien d'autre que de gouverner avec lui : « nous garderons Pompidou, et nous lui laisserons les pouvoirs que le peuple lui a confiés ».

Que vaut l'argument ? Rien.

Car la pratique personnelle de Pompidou est celle-là même que lui dicte la Constitution bonapartiste de 1958.

Le « programme commun » propose-t-il un autre « usage » de la Constitution ? Nullement.

Ainsi, sur la question clé de « l'alternance » et de l'équilibre des pouvoirs exécutif et législatif, on lit dans le programme PCF-PS-radicaux : « En cas de crise grave, de rupture du contrat de législature constatée par l'adoption d'une motion de censure, le Président de la République, s'il ne prononce pas la dissolution de l'Assemblée Nationale, nommera le Premier ministre et les membres du gouvernement. Le Premier ministre engagera alors devant l'Assemblée Nationale, suivant l'article 49, la responsabilité du nouveau gouvernement sur son programme. Dans le cas où le Premier ministre n'obtiendrait pas l'accord de l'Assemblée Nationale sur son programme, la dissolution de l'Assemblée Nationale sera prononcée obligatoirement par le Président de la République. La Constitution sera modifiée en ce sens. »

Qu'on lise et qu'on relise attentivement.

La solution constitutionnelle proposée par le programme commun respecte intégralement la Constitution de 1958, dans son esprit comme dans sa lettre. Elle aggrave même son caractère de « pouvoir personnel » en transformant en obligation de dissolution ce qui, dans le texte de 1958, n'était qu'une faculté.

Les choses sont donc parfaitement claires.

Mais dès lors une question d'une gravité exceptionnelle se pose. Nous la posons, et des milliers de militants, à quelque organisation qu'ils appartiennent, la poseront avec nous : DE QUEL DROIT ?

Libre à Mitterrand d'avoir sa conception — bien particulière, comme on le voit par la pratique qu'il en fait dans son propre parti (v. p. 3) — de la démocratie. Mais le fait est que des milliers de militants, membres notamment de la CGT et du PCF, avec les instances centrales de ces organisations ont pris position depuis des années contre la Constitution gaulliste et le pouvoir personnel. Le programme commun leur demande donc aujourd'hui d'avaliser la Constitution autoritaire.

Qu'est-ce à dire ? Les institutions démocratiques seraient-elles dépassées ? Si

tel était le cas, il faudrait alors dire que c'est de Gaulle qui avait raison en 1958, et que le coup d'Etat était justifié.

Des millions de travailleurs ne l'accepteraient pas. Des millions de travailleurs ne l'accepteront pas. Ils diront NON. Comme nous, OCI, disons NON, et avons dit NON en 1958.

Ils exigeront l'abrogation de la Constitution gaulliste de 1958. Car il leur faut défendre, dans la démocratie bourgeoise, toutes ces libertés chèrement conquises qui sont le terrain sur lequel ils organisent leur défense contre l'exploitation : ce que les travailleurs défendent dans la démocratie politique, ce sont les libertés ouvrières. Ce qu'ils défendent ainsi, c'est la possibilité d'organiser librement le combat ouvrier contre le capital. Nous ne manquerons pas de le rappeler à tous les liquidateurs tout au long de la campagne des législatives.

**POUR UN GOUVERNEMENT
PCF-PS SANS MINISTRES
CAPITALISTES
20 candidats de L'O.C.I. et de L'A.J.S.
GRAND MEETING
vendredi 19 janvier - mutualité**

L'équipe politique qui, dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958, a gouverné le pays pour les seuls besoins de la sauvegarde du capitalisme, discréditée par les scandales, est usée jusqu'à la corde.

Sachant que, par millions et millions, travailleurs et jeunes n'aspirent qu'à une chose, voir partir le gouvernement Pompidou-Messmer, tous les partis et formations politiques attachés au maintien de l'ordre bourgeois discutent, supputent, disputent des meilleurs moyens de sauvegarder l'Etat bourgeois. Tous cherchent à opérer les reclassements pour continuer à sauver l'essentiel, l'instrument de domination de la classe des banquiers et du grand patronat. Divisés sur tout, ils sont tous d'accord pour conserver dans quelque situation que ce soit, la forme bourgeoise de gouvernement.

L'échéance est arrivée.

● Lors de la grève générale de mai-juin 1968, dix millions de travailleurs et de jeunes sont montés à l'assaut du régime capitaliste.

● Par millions et millions en 1969, le peuple de France a dit NON aux institutions réactionnaires de la 5^e République et a chassé de Gaulle.

● Les 4 et 11 mars 1973, par millions et millions les travailleuses et travailleurs compléteront leur travail. Massivement, ils voteront contre tous les partis du capital.

Massivement, ils voteront pour les partis ouvriers. Massivement, ils signifieront au gouvernement Pompidou-Messmer qu'il doit partir. Tout de suite.

Par millions et millions, travailleuses et travailleurs voteront classe contre classe, pour imposer un gouvernement donnant satisfaction à toutes les revendications.

L'échéance est venue.

L'enjeu est posé.

Il faut parler clair.

Un gouvernement où siègerait le banquier Fillipi, membre du cabinet d'un ministre de Pétain en 1941, sénateur, radical de gauche, ne peut donner satisfaction aux revendications des travailleurs.

Un gouvernement où siègeraient les radicaux de gauche Maroselli, Lamirault, administrateurs des grandes sociétés capitalistes, ne peut donner satisfaction aux revendications des travailleurs.

Un gouvernement où siègerait Maurice Faure, radical de gauche qui a apporté son appui à la guerre contre-révolution-

**l'échéance
est venue
le 4 mars
le peuple de France
votera contre
le gouvernement
pompidou-messmer
vote
ouvrier**

30 millions



Pour financer l'intervention des révolutionnaires dans les élections.

Pour la construction du Parti révolutionnaire.

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Total des sommes collectées au 3 janvier : 33 838,00 F.

Du 3 au 6 janvier 1973 ont été collectées dans

la région parisienne : 11 500,00 F

les régions de province : 5 531,00 F

Total : 17 031,00 F

Total des sommes collectées au 6 janvier 1973 : 33 838,00 F, plus 17 031,00 F, soit 50 869,00 F.

Les responsables du fonds de la campagne OCI-AJS ont décidé de comptabiliser les sommes reçues au CCP Ittis tous les samedis. Il est donc demandé de faire parvenir avant ce jour tous les fonds collectés à l'adresse de Gérard Ittis, 71 M. route du Pavé-Blanc, 92 Clamart.

D'autre part, nous informons l'avant-garde que nous allons publier chaque semaine les dépenses que nous engageons pour financer la campagne politique des 20 candidats présentés par l'OCI-AJS.

L'OCI-AJS n'a rien à cacher : ses « livres de comptes » sont ouverts.

naire de l'impérialisme US au Vietnam, ne saurait être un gouvernement des travailleurs.

Il faut parler clair.

● Les travailleurs veulent un gouvernement à eux, non un autre gouvernement bourgeois.

● Les travailleurs veulent un gouvernement où les partis qui affirment défendre leurs intérêts prendraient en mains tout le pouvoir pour satisfaire les revendications.

● Les travailleurs veulent un gouvernement du PS et du PCF, à l'exclusion de tout représentant d'un parti du capital.

Et c'est pourquoi les travailleurs, au premier tour, selon leur choix politique, voteront pour le PS et le PCF et dans les vingt circonscriptions où l'OCI-AJS présente des candidats, les travailleurs et jeunes voteront pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en France.

Au premier tour, pas une seule voix ouvrière ne se portera sur un candidat présenté par les partis bourgeois.

Au premier tour, toutes les voix ouvrières se porteront là où le PS s'est retiré pour laisser la place aux radicaux de gauche représentants d'un parti du grand capital, sur le candidat du PCF.

Au deuxième tour, toutes les voix ouvrières se porteront sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour.

C'est cela la clarté.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, militants, la campagne électorale doit être une étape de l'unité ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat.

L'OCI-AJS qui, dans la grève générale de mai-juin 1968, a combattu contre le gouvernement de Gaulle-Pompidou, pour le pouvoir ouvrier du Comité Central et National des délégués des Comités de grève, l'OCI-AJS qui, au référendum de 69, a mené campagne pour le vote NON qui a chassé de Gaulle ;

L'OCI-AJS qui, aux élections présidentielles, a lutté contre la division, pour un candidat unique des partis ouvriers, opposé à Pompidou ;

L'OCI-AJS, aux élections de mars 1973, continuera le combat

● pour le gouvernement ouvrier.

● pour le pouvoir de la classe ouvrière.

En votant OCI-AJS dans les vingt circonscriptions où les travailleurs et jeunes signifieront leur volonté de construire le Parti de la révolution prolétarienne en France 68200 Creteil. L'Internationale ouvrière, la IV^e Internationale.

UAB

Le sens de la campagne de l'OCI et de L'AJS

L'OCI-AJS ont décidé de présenter vingt candidats aux prochaines élections législatives.

Marxiste, l'OCI n'a jamais considéré les élections comme un terrain où se jouerait une « farce ». Le 30 juin 1968, l'OCI s'est prononcée contre la participation aux élections parce qu'elle estimait que les problèmes soulevés par la lutte de classes pouvaient et devaient se régler sur le terrain révolutionnaire de la grève générale. Participer aux élections le 30 juin 1968, c'était accepter la trahison du plus formidable mouvement de la classe ouvrière française.

Lorsque de Gaulle a annoncé le référendum, l'OCI s'est résolument prononcée, dès le départ, pour le double NON qui a chassé de Gaulle le 28 avril 1969. Il n'y a là aucune contradiction de principe pour les motifs suivants :

— le marxisme mène combat, sur tous les terrains, pour le rassemblement ouvrier contre la bourgeoisie et son Etat ;

— aucune forme de lutte ne doit être élevée comme une chose en soi contre la lutte de classe réelle. Il est possible de trahir la grève au

nom de la grève, la révolution au nom de la révolution, les soviets au nom des soviets. L'histoire l'atteste suffisamment.

Toute forme de lutte est valable ou non selon les situations. Bavardeur sur le « boycott » quand on est tout juste capable d'appeler à l'abstention est le propre du petit bourgeois « révolutionnaire ».

Quand la classe ouvrière, par son propre mouvement, ne peut se saisir d'une forme de lutte de classe plus élevée, elle doit se saisir du terrain qui lui permettra de regrouper ses forces en vue de passer à une autre étape, à un stade de lutte supérieur.

Le marxisme, étranger au prêche moralisateur qui fait retomber sur les travailleurs qualifiés d'« électoralistes », les responsabilités incombant à ceux qui les dirigent, prend la lutte de classes comme elle se présente : en avril 1969, les dirigeants ayant « dérobé » la grève générale à la classe ouvrière française, le terrain de la lutte directe pour le pouvoir, la réponse NON au référendum devenait le terrain où les travailleurs pouvaient s'unir comme classe contre la classe bourgeoise représentée par de Gaulle.

La victoire du NON a constitué un échec pour toute la bourgeoisie. Les contradictions de la société bourgeoise révélées par la grève générale qui n'ont pu se résoudre positivement ont pris un autre cours. C'est sur le terrain électoral que la crise du système gaulliste moribond révèle toute l'ampleur de la crise de toute la société bourgeoise.

L'échec à peu près certain des formations politiques liées à Pompidou-Messmer, et plus encore leur défaite électorale, va ouvrir, un peu plus tôt, un peu plus tard, une crise majeure du régime bourgeois. Par là même s'ouvrira une période de lutte de classes où les travailleurs exigeront, sur les terrains décisifs de l'usine, du bureau, du chantier, de la localité, la solution des questions vitales au niveau de la nature du pouvoir et de l'Etat qui peut donner satisfaction aux revendications et aux aspirations.

C'est dans ce cadre et pour dégager les voies de la politique révolutionnaire que l'OCI-AJS présentent vingt candidats. Pourquoi vingt candidats ? C'est ce que nous expliquerons dans notre prochain article.

Avec l'AJS, la jeunesse sans droits prépare le combat pour le gouvernement ouvrier !

Des centaines de milliers de jeunes, à la sortie des écoles, des lycées, des facultés, ne trouvent pas d'emploi qualifié : ils restent chômeurs.

Le député UDR Cointat, qui soutient le gouvernement Pompidou-Debré-Messmer, n'a trouvé qu'une solution : expédier les jeunes à l'armée.

Il s'explique : « Pendant cette période de leur jeunesse (entre seize et vingt ans), de nombreux garçons restent désœuvrés et sont soumis aux influences les plus diverses. Ils ne touchent d'ailleurs pas les allocations de chômage. Comme ils s'ennuient, comme ils bouillonnent de vie, ils ont tendance à chahuter, à se défouler, voire à tout casser. C'est pour eux une manière comme une autre d'occuper leur oisiveté. »

Ce même député UDR déclarait par ailleurs : « On s'aperçoit que, dans une conjoncture fragile de l'emploi, et à une époque où la construction européenne provoque obligatoirement des reconversions et des regroupements, les jeunes gens âgés de seize ans éprouvent de grandes difficultés pour s'intégrer dans le marché du travail. »

Mais pourtant, chômeurs, bons pour l'armée de Debré, 4 500 000 jeunes de seize à vingt-et-un ans n'ont pas même le droit de vote !

• Les jeunes travailleurs sont sans droits, mais les SAC, les ODR, les bandes armées, les polices patronales ONT TOUS LES DROITS. celui d'agresser, celui d'être impuni !

— Kasperelt, membre de l'UDR, organisateur de la bande qui a frappé Jean-Pierre Speller lors du référendum d'avril 1969, n'a jamais été inquiété : Kasperelt est aujourd'hui candidat de l'UDR, candidat du gouvernement bourgeois dans le 9^e arrondissement à Paris. L'OCI-AJS présentent Speller contre Kasperelt.

— Tramoni, ancien militaire, engagé dans les polices patronales, assassin du jeune Pierre Overney, devant les usines Renault, a été libéré il y a de cela quelques mois.

— Jean-Claude Labroche, lors du référendum de 1972 à Hirson (Aisne) est mort, agressé par VALME. VALME sera libéré dans deux mois.

• Les jeunes lycéens sont sans droits, mais Debré a tous les droits sur eux : il leur fait abandonner leurs études, il leur envoie à l'armée, pour leur apprendre à se taire et leur donner le « sens civique », parce qu'une grande partie de la jeunesse a perdu l'idéal qui le fondait, et ce n'est pas la façon dont l'instruction civique est enseignée aujourd'hui qui peut y porter remède », de-

clare un député de la majorité, M. Mourou.

Les jeunes lycéens sont sans droits, mais Cathou, intendant du lycée Jacques Decour, a le droit de frapper, de menacer de mort Jean-Louis Wander ; mais sur injonction du directeur de cabinet de Fontanet, ministre de « l'Education » cléricale, Jean-Louis Wander est exclu de son lycée.

• Les élèves de CET sont sans droits, mais les patrons peuvent en disposer comme ils veulent, les vouer au chômage ou les employer sans qualification.

• Les jeunes travailleurs résidant dans les FJT sont sans droits, mais des centaines de FDG exploitent leur travail et leur sommeil comme bon leur semble.

— A Metz, le directeur du foyer « Jeunes ouvriers » fait payer deux fois le prix du chauffage (40 F) aux résidents habitant la même chambre.

Dans ce même foyer, au repas, la tranche de pain se vend et le directeur vient d'annoncer qu'elle serait augmentée de dix centimes.



— A Clichy, le patron de Citroën fait entrer quelques brutes de la CPT au foyer pour faire régner l'ordre.

• Les jeunes étudiants sont sans droits, mais Fontanet, ministre de Pompidou, mais le député UDR Capelle, mais l'ancien doyen de la Halle-aux-Vins, Zamansky, candidat de l'UDR aujourd'hui, mettent en place des universités soumises aux trusts financiers et industriels, comme à l'université de Compiègne.

La bourgeoisie refuse le droit de vote à 4 500 000 jeunes, la bourgeoisie nous exploite, nous prive de droits, de garanties, mais pourtant, en 1968, nous étions, par dizaines de milliers, au poste de combat CONTRE CE GOUVERNEMENT.

En mai-juin 1968, nous avons voulu abattre le gouvernement de la bourgeoisie, parce que nous ne voulions plus de notre situation.

Oui, les élections d'aujourd'hui nous concernent, car nous ne voulons plus de ce gouvernement Pompidou-Messmer, car nous ne voulons plus de Debré, de Fontanet.

Nous voulons un gouvernement qui nous débarrasse

— de ceux qui exploitent notre travail et notre sommeil,

— de ceux qui spéculent sur notre vie, notre avenir, nos études,

— de ceux qui veulent nous empêcher de penser et d'apprendre.

Un gouvernement où participeraient des banquiers comme Filippi et Maroselli, radicaux de gauche, un gouvernement où participeraient ceux qui ont toujours combattu les travailleurs, ceux qui nous exploitent aujourd'hui, ne peut pas répondre à nos aspirations, il ne pourrait que perpétuer cette situation dont nous ne voulons plus.

Hier, en mai-juin 1968, nous avons combattu pour le gouvernement ouvrier.

Aujourd'hui, lors des élections de 1973, nous soutiendrons ceux qui luttent pour le gouvernement ouvrier.

Nous n'avons pas le droit de vote, mais nous disons : votez pour les candidats ouvriers. Votez pour les candidats OCI-AJS. Votez pour bâtir avec l'AJS l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Avec les millions et millions de travailleurs qui ont voté contre les partis du capital, demain, les millions et millions de jeunes qui ne voteront pas engageront le combat final contre la bourgeoisie et son Etat, le combat pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Le Bureau National de l'AJS.

L'un pour l'ab de la lo

Etudiantes, Etudiants, Lycéens.

C'est cette année, pour les étudiants entrant en premier cycle, pour les lycéens, que prend effet la nouvelle législation du service national.

Sa première conséquence doit être, pour le gouvernement, un découragement massif des étudiants pour la poursuite de leurs études. Le rapporteur Le Theule le reconnaît lui-même, non sans inquiétude pour « l'ordre » : « Le service introduit une cassure qui risque de détourner de l'université un nombre important de jeunes gens. Quelles seront les conséquences pratiques et psychologiques de ce choix ? »

Mais cette loi concerne tous les étudiants, toutes les étudiantes, comme elle concerne toute la jeunesse. L'exposé de ses motifs par M. Debré, comme les débats du Parlement le montrent : c'est une loi de reprise en mains et d'embrigadement de toute la jeunesse.

UNE LOI DE REPRISE EN MAINS POLITIQUE DE LA JEUNESSE

M. Michel Debré justifie sa loi par la nécessaire « acquisition de la maturité et du sens de certaines valeurs civiques et morales aujourd'hui moins apprises ailleurs qu'à l'armée ».

Etudiantes, Etudiants.

Quelles sont donc ces hautes valeurs civiques et morales que seule l'armée peut inculquer à la jeunesse, et qui motivent la suppression des sursis ?

« Les jeunes qui arrivent aujourd'hui à la porte des quartiers et des casernes n'ont connu aucune des guerres ni l'occupation et même pour certains d'entre eux, au moins à l'âge d'homme, ce qu'ont été les épreuves de l'Indochine ou de l'Algérie. On s'aperçoit que l'enseignement qu'on leur donne de ces épreuves nationales est faible dans leurs familles et encore plus faible à l'école. (Applaudissements sur les bancs de l'UDR, des RI et des PDM.) Or c'est la responsabilité du service militaire. »

Tel est le véritable objectif : briser les liens d'unité entre la classe ouvrière et la jeunesse dans la grande grève générale de 1968, gagner les jeunes à la cause du système capitaliste, du colonialisme et du nationalisme. « Si les jeunes ruraux demeurent généralement fidèles aux attitudes traditionnelles à l'égard du service national, les milieux urbains et surtout les étudiants sont plus sensibles aux propagandes pacifistes ou nihilistes. » (M. Jean Brocard, majorité.)

D'ailleurs, en dépit de la tactique visant à opposer les jeunes ouvriers aux étudiants, un député UDR, Cointat, vend la mèche et dit tout haut ce que toute la bourgeoisie pense tout bas :

« Ainsi, Monsieur le ministre d'Etat, nous constatons un hiatus pour les jeunes gens entre l'âge de 16 ans, c'est-à-dire la fin de la scolarité obligatoire, et l'âge de 20 ans et 4 mois qui est l'âge effectif moyen d'appel sous les drapeaux. »

Pendant cette période de leur jeunesse, de nombreux garçons restent désœuvrés et sont soumis aux influences les plus diverses. Ils ne touchent d'ailleurs pas les allocations de chômage. Comme ils s'ennuient, comme ils bouillonnent de vie, ils ont tendance à chahuter, à se défouler, voire à tout casser. C'est pour eux une manière comme une autre d'occuper leur oisiveté.

C'est pourquoi un groupe de députés s'est réuni dès septembre 1968 pour rechercher une solution à ce problème. »

Tel est le véritable « exposé des motifs » de la loi Debré : la grande peur de la jeunesse d'une bourgeoisie qui voit se rassembler contre elle toute la population laborieuse.

Etudiants, jeunes travailleurs, lycéens auront le même mot d'ordre : Abrogation de la loi Debré !

abonne

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS-11

C.C.P. 21.831-73 Paris

Bibliothèque de Conversions au C.

et Hemeroteca General

CEDOC

ef rogation i debré

Etudiantes, étudiants, lycéens,
Les chiffres sont clairs :

Chaque année 100 000 étudiants de-
mandaient des sursis. Ils n'y ont désor-
mais plus droit. Il leur est conseillé de
partir soit après le bac, soit après le
premier cycle. Mais deux tiers des étu-
diants n'ont pas terminé le premier cycle
avant 21 ans, date limite.

Faut-il poursuivre ? Cette loi vient para-
chever tout l'arsenal de sélection, depuis
les nombreux classements divers jusqu'aux
mille et un moyens de sélection aux
examens. C'est « le coup de balai » final !

C'est maintenant, c'est tout de suite
que lycéens et étudiants, avec la jeu-
nesse ouvrière, doivent exiger l'abroga-
tion de la loi Debré !

Non au chômage massif !

Non à la sélection !

UNE LOI DE REPRESSION

Une autre innovation : les jeunes peu-
vent demander à servir dans la gendar-
merie et en constituer 10 % des effectifs.
Ces appelés « gendarmes auxiliaires »
ne seront pas affectés au maintien de
l'ordre :

« Les tâches de maintien de l'ordre ne
peuvent être confiées à des amateurs. »
(Sanguinetti, UDR.)

Ils doivent permettre de concentrer
plus de forces pour la répression des
grèves, des manifestations : ils seront
affectés « en temps de crise » à la
garde des points sensibles, ou à la pro-
tection des zones menacées, sous forme
d'unités constituées.

Il s'agit, bien entendu, en même temps
d'encourager les vocations de jeunes
chômeurs ou d'étudiants rejetés des di-
plômes à s'intégrer aux forces de ré-
pression gouvernementales.

Etudiantes, Etudiants, Lycéens,

L'Assemblée générale de l'UNEF réunie
les 15 et 16 décembre a décidé d'enga-
ger une campagne nationale pour l'abro-
gation de la loi Debré. Cette revendica-
tion figurera dans le memorandum des
revendications étudiantes que l'UNEF
adressera à tous les partis politiques pré-
sents aux élections aux prochaines lé-
gislatives, dont elle publiera les ré-
ponses.

Etudiants, lycéens et jeunes travailleurs
repousseront la division.

Ils exigent ensemble :

- le rétablissement des sursis,
- le droit à l'emploi et au métier,
- l'abrogation de la loi Debré.

Aussi l'UNEF s'adresse à toutes les
organisations de jeunesse, étudiantes et
ouvrières, pour qu'une action commune
soit engagée en ce sens.

L'UNEF rappelle qu'en juin 1970, au
moment du vote de la loi, un vote uni-
anime est intervenu dans le syndicat
étudiant contre cette loi, sur proposition
commune des tendances Unité Syndicale
et UNEF-Renouveau. Conformément à ses
principes, l'UNEF estime que l'intérêt des
étudiants commande aujourd'hui la plus
large unité d'action de l'UNEF et de
l'UNEF-Renouveau pour le rétablissement
des sursis, pour l'unité avec les lycéens
et les jeunes travailleurs.

Durant tout le mois de janvier, l'UNEF
engage, comme une première étape, une
grande campagne d'explication et de mo-
bilisation dans toutes les facultés, au
cours de laquelle elle demandera l'appui
des enseignants et de leur syndicat, le
SNESup, sur cette revendication qui re-
lève à la fois du droit aux études et des
libertés démocratiques.

Cette campagne se terminera par une
semaine nationale d'action du 24 au 31
janvier pour le rétablissement des sursis.

QUI FAUT - IL CROIRE ?

Sait-on que les radicaux de gauche, signataires du programme commun
PCF-PS, ont également contribué à l'élaboration et adopté le Manifeste radical
rédigé par Servan-Schreiber ? Sait-on que Maurice Faure, président du parti
radical à l'époque, doit à ce titre être tenu pour l'un des principaux auteurs
de ce document ?

Il nous a paru intéressant de mettre face à face certains points de vue
du manifeste radical signé par Maurice Faure, Robert Fabre et Cie avec les
jugements sur les mêmes problèmes du programme commun signé lui aussi
par les mêmes Maurice Faure, Robert Fabre et Cie.

Que faut-il en conclure ?

De deux choses l'une. Ou bien nous avons affaire à des faibles d'esprit.
Ou bien les radicaux de gauche n'ont pas vu de contradiction entre l'un et
l'autre texte. Doit-on comprendre dès lors que ce sont les formulations du
manifeste radical qui donnent leur sens véritable aux formules ambiguës du
programme commun ?

LA POLITIQUE DE MM. FAURE & FABRE

VERSION MANIFESTE RADICAL

Le système d'économie de marché,
de concurrence et de liberté d'initia-
tive, dont nous entendons nous ser-
vir, n'a de valeur à nos yeux qu'en
tant qu'instrument, parce qu'il est
aujourd'hui plus efficace que tout
autre (...). Pour ce qui est, en effet,
des entreprises, de la production, de
la croissance, du niveau de vie, les
faits ont tranché.

Il faut donc accepter sans réserve
la destruction des branches mortes
de l'économie, comme il faut refuser
sans réserve l'amointrissement des
hommes qui en vivent, ce qui est,
à la fois, moralement intolérable et
d'une efficacité économique dou-
teuse, car la colère ou simplement
la passivité des victimes retarde tou-
tes les transformations.

A cet égard, la « Sécurité sociale »
a été très décevante. Au total, la
politique de transfert des revenus à
travers la Sécurité sociale et le bud-
get — pourtant si lourde en France,
puisqu'elle prélève plus du tiers du
produit national — n'atténue prati-
quement pas les inégalités qui nais-
sent de la répartition spontanée des
revenus et ne soulage guère les dés-
hérités.

Pour chaque travailleur serait ver-
sée une cotisation mensuelle obliga-
toire, semblable à celle qui finance
la Sécurité sociale. Cette cotisation
obligatoire irait à l'organisation syn-
dicale choisie par le cotisant. Si
celui-ci souhaite ne pas adhérer à
l'un des syndicats existants, sa coti-
sation sera remise au comité d'en-
treprise.

Une bonne politique sociale ne doit
pas prétendre changer la nature
économique du salariat (...). Dans le
système économique de la concu-
rence et du marché, on ne fournis-
sant pas au capital les prestations
qu'il attend, on se fermerait la pos-
sibilité d'obtenir des apports nou-
veaux qui sont nécessaires au déve-
loppement rapide.

A notre époque, la mobilité des
capitaux à court terme est devenue
très grande. Elle résulte non seule-
ment d'une technique perfectionnée
mais d'une exigence de bonne ges-
tion : les trésoriers des compagnies
dont le champ d'activité est inter-
national ont l'obligation de placer
au mieux leurs disponibilités. Em-
prunter dans un pays à monnaie
faible pour placer des fonds dans
un pays dont la monnaie est sujette
à réévaluation — comme cela s'est
praticqué à si grande échelle dans
les dernières années — fait partie
de leur rôle normal. Ce n'est pas
une affaire de morale, c'est leur
droit.

VERSION PROGRAMME COMMUN

Dès le début de la législature, un seuil
minimum de nationalisation sera franchi.
Cette politique de transfert à la collec-
tivité doit donc viser d'emblée l'ensemble
du secteur bancaire et financier et les
groupes et entreprises industriels qui
occupent une position stratégique vis-à-
vis des secteurs clés de l'économie.

C'est en favorisant les reconversions,
en consentant des prêts pour la moderni-
sation, en encourageant les regroupements
et la création de coopératives
ainsi que la formation professionnelle,
qu'on redonnera à ce secteur (commerce,
artisanat, petites et moyennes entrepri-
ses) confiance et sécurité.

L'amélioration de la Sécurité sociale
rendra nécessaire une refonte du sys-
tème de financement. La participation
patronale sera augmentée. Le budget de
l'Etat concourra pour une part impor-
tante aux ressources.

La liberté de constitution des syndicats
sera assurée, de même que sera recon-
nue leur indépendance à l'égard de l'Etat
et des partis politiques. Les travailleurs
auront toute liberté de se syndiquer au
syndicat de leur choix.



Robert Fabre, co-signataire du Programme
Commun et du manifeste radical.

Le gouvernement prendra, dès le dé-
part, des mesures rigoureuses en s'ap-
puyant sur le secteur nationalisé (et en
premier lieu le secteur bancaire), en met-
tant en place un contrôle des changes
renforcé. La spéculation contre la mo-
nnaie constituera un délit défini par la loi.

Lon-Nol va-t-il faire la loi à la cité universitaire ?

Dans la matinée du 8 janvier 1973
a été diffusée l'information selon
laquelle un étudiant cambodgien,
résident de la Cité internationale du
boulevard Jourdan, a été tué par
balles de 22 long-rifle par des par-
tisanes fascistes du régime pro-impé-
rialiste cambodgien de Lon Nol. Le
corps de Suk Kim Huot a été re-
trouvé le matin dans une calisse,
sept autres étudiants cambodgiens
ont été blessés.

Ce meurtre est intervenu lorsque
les éléments fascistes du pavillon du
Cambodge ont voulu empêcher un
étudiant cambodgien du FUNK (Front
national dirigé par Sihanouk) d'en-
trer dans sa chambre.

Le pavillon du Cambodge est di-
rigé par M. Sisowath Essaro, frère
du bras droit de Lon Nol, le général
Sisowath Sirik Matak.

Dans un communiqué diffusé dès
lundi, « l'UNEF rappelle à tous les
étudiants, à toutes les organisations
démocratiques que ce meurtre fait
suite à de nombreuses tentatives
d'assassinats par armes blanches et
par armes à feu, perpétrées par ces
éléments fascistes à Grenoble et à
Paris.

« A l'heure où l'impérialisme amé-
ricain poursuit méthodiquement son
entreprise de génocide contre les
peuples d'Indochine, il ne sera pas
dit que les nervis du bourreau Lon
Nol pourront, en plein Paris, en pleine
cité universitaire, massacrer les étu-
diants anti-impérialistes cambod-
giens ».

Dès lundi matin l'UNEF répondait
à l'appel du FUNK pour engager la
riposte vigoureuse des étudiants de
France et de leurs organisations dé-
mocratiques à ce crime fasciste.

Lundi soir une première assemblée
générale de mobilisation rassemblait
1 500 étudiants en présence de
l'UNEF et de toutes les organisa-
tions démocratiques. Cette AG déci-
dait d'engager l'action pour le châ-
timent des assassins de Suk Kim
Huot.

Sur la proposition de l'UNEF, les
étudiants, à l'issue de l'AG, sont sor-
tis en manifestation dans la cité
universitaire et boulevard Jourdan
aux cris de « Essaro assassin ! Mar-
chetot complice ! Châtiment des
assassins de Suk Kim Huot ! Dissolu-
tion des milices fascistes ! Lon Nol
assassin à Paris et à Phnom Penh ! »

Après cette première riposte, l'UNEF
maintient l'appel à tous ses adhé-
rents de se tenir prêts pour une
riposte unitaire à cet assassinat fas-
ciste perpétré de sang-froid.

Ils ne veulent pas de Lamirault : Mitterrand dissout leur fédération

La direction nationale du parti Socia-
liste vient de prendre la décision de
dissoudre la Fédération d'Eure-et-Loir
« pour des raisons d'indiscipline de ca-
ractère électoral ».

De quoi s'agit-il ?

De la désignation du candidat que
soutiendra le PS dans la troisième cir-
conscription de ce département. Mitter-
rand et son équipe veulent imposer le
patron Lamirault, directeur chez Renault
et administrateur d'Alfa Romeo. Les mi-
litants socialistes n'en veulent pas. San-
ction : dissolution. Serait-ce là la concep-
tion de la « démocratie » du premier
secrétaire du PS ?

Pour préserver son accord avec la
bourgeoisie, Mitterrand entend-il la
mise en pièce de son propre parti ? Après
la Fédération de la Haute-Saône, à la-
quelle on impose Maroselli, voici le tour
de celle d'Eure-et-Loir.

Les militants du PS ne peuvent que
réfléchir à ce propos sur les enseigne-
ments de l'élection cantonale de Charan-
ton où le PS perd la moitié de son élec-
torat, passant de 1 450 voix en 1967 à
609 voix en 1973.

Z-VOUS

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	50 F
Etranger (1 an)	60 F
6 mois (24 n°)	25 F

P. I. O. 21.831-73 - Paris

LAICITE

le patronat et l'église conjuguent leurs coups contre l'école ...

A la rentrée du nouvel an, les instituteurs d'Ivry ont reçu une lettre de leurs collègues du Morbihan.

Ceux-ci demandent que soit effectuée la collecte des livres de classe usagés et du matériel pédagogique (même périmé) qui pourrait rester en surplus dans les classes. Tel est le sort de l'Ecole laïque dans les départements cléricaux de la France rurale.

Les municipalités réactionnaires de Bretagne soutiennent de leurs millions l'école dite libre.

Le gouvernement leur octroie des crédits par centaines de millions.

Les curés : « **dépouillés de toute volonté propre par leur vœu d'obéissance** » (attendu d'un jugement de la Cour de Cassation cité dans *Le Monde* du 3 janvier 1973) se livrent à leur œuvre d'évangélisation sur les consciences des enfants dès l'âge de 7 ans.

Les instituteurs d'Ivry, les parents d'élèves, les travailleurs de cette banlieue ouvrière du Val-de-Marne sont indignés de cette situation.

Ils voient d'ailleurs dans le même temps les enfants qui leur sont confiés « orientés » vers la production par les barrages sélectifs du système des CES.

Ainsi, de plus en plus, les classes de CAP sont supprimées dans les CET et remplacées par des classes dites « pré-professionnelles ».

Dans un CET d'Ivry, le patronat se livrait au chantage suivant : « si vous supprimez quelques classes de CAP au profit de ces classes (véritables réserves de main-d'œuvre déqualifiée), nous augmenterons les dotations financières à votre établissement ».

En effet, le blocage des crédits à l'enseignement technique traditionnel est l'un des résultats des lois sur la formation professionnelle livrant cet enseignement au patronat.

Comme on comprend ainsi l'ardeur des manifestants du Val-de-Marne le 9 décembre à la manifestation, avec tous les laïques et particulièrement ceux des départements bretons.

Les cris sans cesse répétés : pas de patrons, pas de curés dans l'école, étaient largement repris dans le défilé.

Des réactions de la *Nation*, organe de l'UDR, ne tardaient pas à se faire sentir. Il faut bien constater que M. Habib Deloncle, président de l'Association parlementaire pour les libertés (sic) de l'enseignement, directeur politique de la *Nation*, poursuit les enseignants laïques de sa haine. Il n'y a là rien qui puisse étonner.

Par contre, certaines réactions (cf. *L.O.* n° 591) d'organisations qui soutiennent le CDAL du Val-de-Marne, ont surpris nombre de laïques du département.

Ainsi la lettre suivante rencontre un écho grandissant parmi ceux qui ont œuvré au succès de la manifestation du 9 décembre et sont bien convaincus de la nécessité de continuer la lutte :

POURQUOI FAUT-IL QU'AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER CERTAINS LES Y AIDENT ?

« M. R. MIGNOT, secrétaire de la sous-section du SNI de Thiais et du Comité Local d'Action Laïque de Thiais,

M. G. GOSNAT, directeur politique du journal « Le Travailleur » Thiais, le 6 janvier 1973.

Monsieur le Directeur, Malgré mon désir d'éviter toute polémique inutile, mes responsabilités ne m'autorisent pas à passer sous silence les attaques inqualifiables dont mon organisation fait l'objet dans votre publication.

Les faits sont clairs, le journal dont vous assumez la responsabilité publie une déclaration de la Fédération du Val-de-Marne du Parti Communiste Français (15-12-1972) où je lis :

« Notre Fédération du Val-de-Marne du Parti Communiste Français ne peut donc que condamner l'attitude de certains dirigeants départementaux de la FEN et du SNI qui, ne respectant pas les décisions prises en commun, en criant des slogans mensongers et anti-communistes, ont porté un préjudice au caractère digne et unitaire de la manifestation du 9 décembre. « Pas de curé, pas de patron dans l'école ! » PROCLAMAIENT CERTAINS DIRIGEANTS DE LA FEN DU VAL-DE-MARNE.

Une question est désormais posée : où veulent-ils en venir ? D'autre part, un encadré intitulé « UDR et gauchistes se retrouvent contre le Programme Commun » ajoute :

« La Nation du 14 décembre 1972, prenant prétexte de ce faux mot d'ordre « pas de curé, pas de patron à l'école », agite un épouvantail qui n'existe pas. »

Je vous signale le peu de sérieux de vos informateurs car ce ne sont pas « certains dirigeants de la FEN et du SNI » qui ont crié ces slogans (qui aurait pu les entendre dans ce cortège de cent mille manifestants ?)

mais pour ce que j'ai pu constater par moi-même, plus de quinze mille manifestants dont la délégation de Thiais unanime.

Et il n'est pas difficile de le comprendre.

Quelles que soient les divergences qui sont inhérentes à l'existence d'un syndicat unitaire et démocratique comme l'est la Fédération de l'Éducation Nationale, il est une chose que je ne puis accepter, qu'aucun enseignant laïque ne peut accepter : la REMISE EN CAUSE DE LA LAÏCITE, la remise en cause du fondement même de l'existence de leur fédération unitaire et de leur syndicat...

Je souscris sans réserve à ce que déclarait André OULIAC, secrétaire général du SNI, dans son éditorial du 17-11-1972 intitulé « Des prêtres chez nous ? » :

« Pour le SNI il ne saurait y avoir d'équivoque... Les positions du Comité national d'Action laïque sur la nationalisation sont fort claires : l'intégration des membres de l'enseignement privé dans l'enseignement public ne concerne que le personnel laïc puisque les lois de la République font interdiction aux religieux d'y exercer. Nous n'accepterons pas que soit porté atteinte, une nouvelle fois, aux règles de la démocratie. »

Enfin, je souscris également à l'appel lancé par la FEN du Val-de-Marne qui invitait les enseignants du département à manifester sur les mots d'ordre suivants :

« Pour une autre politique d'éducation nationale ! A bas la loi Debré-Pompidou ! A bas les lois de juillet 1971 ! Pas de prêtres parmi nous ! Une seule école : l'école laïque ! Nationalisation de l'enseignement ! »

C'est clair. La laïcité, la séparation des Églises et de l'État, ne peut

BANQUES

pourquoi différer le combat ?

Depuis que, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1972, près de 80 % du personnel des banques de toutes catégories, à l'appel des organisations syndicales unies, a manifesté dans la grève sa volonté d'aboutir, l'inquiétude des milieux patronaux et gouvernementaux n'a cessé de se manifester.

L'Association Professionnelle des Banques, appliquant les directives du gouvernement, s'est opposée systématiquement à toutes les revendications.

Les employés des banques ont suivi massivement la grève des 30 novembre et 1^{er} décembre parce que les syndicats étaient unis sur un même programme dans toutes les banques.

Les directions syndicales, toutes les directions syndicales le reconnaissent :

« La "concertation", la "direction participative par objectifs" sont bien des mots à endormir... le personnel », dit la Fédération CGT, qui poursuit : « Nous exigeons l'ouverture de négociations ! Nous n'admettons pas non plus l'ultimatum patronal du 8 décembre : "C'est notre dernier mot, nous ne ferons pas davantage après les décisions du Conseil des Ministres. Si les organisations syndicales ne signent pas ce que nous avons proposé, nous déciderons, seuls, de mesures qui ne seront pas de la portée de celles-là." »

La situation est donc fort claire. Sur la base du succès de la première grève de 48 heures, le per-

sonnel des banques voulait faire céder l'Association Professionnelle des Banques.

Cela se pouvait. Comme l'explique le supplément *I.O.-B.N.P.-Barbès* :

« Seule une grève de toute la profession, au même moment contrôlée par les employés de banque eux-mêmes, peut aboutir. »

A travers des comités de grève qu'ils auront élus dans leurs services, agences et centraux ; à travers un comité central national de grève rassemblant les délégués des comités de grève et les représentants des syndicats, ils pourront décider à chaque moment de la suite à donner à l'action.

Les employés de banque auront la possibilité d'imposer l'unité, d'écarter les manœuvres de division d'où qu'elles viennent et, par là même, d'imposer les conditions qui peuvent permettre d'aboutir.

Dans cette perspective, les organisations syndicales doivent convoquer sans délai dans tous les établissements bancaires des Assemblées générales de personnel.

C'est ainsi que les employés, gradés et cadres doivent être consultés ; c'est ainsi qu'ils pourront s'exprimer démocratiquement et décider réellement des voies et des moyens de l'action.

Pourtant, l'unité a été brisée au niveau des directions syndicales.

Le SNCB (syndicat des cadres OGC) s'est purement et simplement retiré de tout mouvement ; la CGT de la BNP s'est prononcée pour 48 heures de grève les 2 et 3 janvier, tandis que FO, la CFDT et la CFTC appellent à débrayer pendant trois jours, les 2, 3 et 4 janvier.

La politique des directions syndicales a abouti à émietter et disloquer le mouvement national des employés de banque.

La Fédération CGT, dans son dernier communiqué, ne met en avant aucune forme d'action.

Les raisons avancées méritent qu'on s'y arrête :

« Cela ne peut nous échapper : certains porte-parole de l'adversaire de classe qui nous prêtent des arrière-pensées politiques dans la moindre action pour améliorer les conditions de vie n'étaient sûrement pas sans chercher une telle exploitation du mouvement des banques en espérant une provocation dans le but de contrarier le vaste courant d'union de la gauche qui se renforce chaque jour, notamment à partir de la popularisation du programme commun de gouvernement qui, mis en application, représenterait des changements profonds dans l'intérêt des travailleurs. »

L'intérêt des travailleurs des banques, ceux-ci l'ont clairement montré, s'oppose à celui du capital et de son gouvernement.

La défense de l'intérêt des travailleurs des banques devrait impliquer que les dirigeants organisent la bataille pour la satisfaction des revendications.

Là est l'exigence des employés de banque de toutes catégories de lutter contre le gouvernement des banquiers, exigence qui rejoint leur volonté d'imposer un gouvernement dans lequel ne siègerait pas un seul représentant des banques.

Une question est à poser. Serait-ce parce que le banquier FILIPPI, radical de gauche, est un des dirigeants de l'union de la gauche que les employés sont invités à ne plus combattre pour la satisfaction de leurs revendications ?

VIENT DE PARAÎTRE

Un ouvrage fondamental de Léon Trotsky

« DEFENSE DU MARXISME »

Traduit en français

Éditions EDI, 23,50 F

Bibliothèque de Communication

En vente chez : SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis PARIS 10^e

Je demande à tous les collègues de manifester leur attachement à la laïcité de l'école et leur appui à la FEN et au SNI en apposant leurs noms et signatures au bas de cette mise au point.

M. MIGNOT Roland
37, rue P. Bigle
94320 - THIAIS

pompidou et brejnev ont bien des choses à se dire...

Les 11 et 12 janvier, Pompidou et Brejnev vont se rencontrer.

A cela rien d'anormal, rien que de plus conforme aux règles de la coexistence pacifique, que Pompidou comme Brejnev respectent. La France ne participe-t-elle pas activement à la conférence d'Helsinki sur la sécurité européenne ? Cependant il faut noter que cette rencontre qui, il y a encore moins de deux mois n'était pas prévue, a été un peu hâtivement fixée. Ce qui n'est pas courant, le calendrier d'un président de la République étant généralement établi plus longtemps à l'avance.

A moins qu'un événement imprévu n'ait été à l'origine de cette rencontre hâtive ? De quel événement urgent Pompidou avait-il bien à s'entretenir avec Brejnev ? Qu'est-ce qui pourrait bien être à l'origine d'une telle préoccupation ? Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre qu'aujourd'hui, la principale des préoccupations de Pompidou ce sont les élections. C'est donc, à n'en pas douter, des élections en France que Brejnev et Pompidou vont discuter. Comment ? Nous ne le savons pas. Cependant, on peut y réfléchir et plusieurs faits doivent être rappelés pour cela.

Ainsi, cet article de Laurent Salini du 21 novembre, donc antérieur à l'annonce du voyage de Pompidou en URSS, dans lequel on pouvait lire : « Qui est toujours gaulliste et qui ne l'est plus ? On n'a pas fini d'en discuter. »

Qui n'a pas été gaulliste en somme ? En 1945, le PCF lui-même n'a-t-il pas participé au gouvernement tripartite sous les ordres de De Gaulle ? A l'époque où Maurice Thorez déclarait : « La grève est l'arme des trusts », ministres communistes et ministres gaullistes participaient au même gouvernement.

Et que signifie cet autre éditorial de Salini (l'Humanité, 2-1-73) où l'appel du pied à Pompidou est à peine dissimulé : « On assure ici et là que le président de la République aurait hésité à entrer dans l'arène et qu'il n'aurait pas aimé que sa majorité aille à la compétition pour le "SOUTIEN AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE". Il ne tient qu'à lui, à sa "sagesse" — cette sagesse qu'il souhaitait à tous les Français et donc à lui aussi — d'empêcher les confusions ? »

Depuis l'annonce de la rencontre Pompidou-Brejnev un second fait, un communiqué faisant suite à une autre rencontre, elle aussi imprévue, entre Marchais et Brejnev, apporte des éléments supplémentaires de réflexion.

Dans ce communiqué, où une large place est faite à la coexistence pacifique, il n'est pas question de l'accord entre le PCF et le PS. Le communiqué ne contient aucun encouragement à la victoire de l'Union de la Gauche.

Qu'est-ce à dire ? L'Union de la Gauche n'a-t-elle pas succédé à « l'Union Populaire », à l'accord PCF-PS sur un programme commun de gouvernement, lequel s'est ouvert à tous les « républicains de progrès », aujourd'hui radicaux de gauche et peut-être demain, si Georges Marchais arrive à les convaincre, ces républicains de progrès qui accepteront « la main tendue » du PCF qui n'est plus « le parti du poing levé ».

Qui sont ces républicains de progrès ? Des réformateurs ? Les gaullistes honnêtes dont parlait Salini ? Autant de questions qui ne vont pas manquer de surgir. Mais attendons. D'autres événements, déclarations, rencontres, permettront peut-être de les formuler ?

où vont les dirigeants de la ligue « communiste » ? (3)

Dans le débat qui oppose la majorité de la Ligue qui s'est prononcée pour l'Union de la gauche à la minorité, les divergences ont une portée capitale pour la solution des problèmes soulevés par la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV^e internationale.

La discussion qui a commencé il y a quelques mois à l'intérieur de la Ligue dépasse les cadres de cette organisation. Elle relève d'une discussion à l'échelle nationale et internationale de toutes les organisations se réclamant du trotskisme. Nous reviendrons sur cet aspect du débat qui aujourd'hui met publiquement en présence G. Filoche, du Bureau politique de la Ligue, écrivant un article dans *Le Nouvel Observateur* du 23-12-72 et ses camarades de la majorité.

Cet article est en particulier une réponse (sans le nommer) à l'article rédigé par Tisserand, publié dans le Bulletin intérieur de la Ligue n° 43 (novembre 1972).

Front populaire et union de la gauche

G. Filoche écrit : « Combien faudra-t-il de « Chili », combien faudra-t-il de « Front populaire », de « Front national » ou « républicain » pour démontrer que ce n'est pas la voie qui mène au socialisme ? Non, l'Union de la gauche n'est pas une voie de passage au socialisme, mais une voie de garage. » G. Filoche estime donc que l'Union de la gauche est une nouvelle version du Front populaire, de collaboration de classe.

Tisserand, lui, considère que l'Union de la gauche n'a rien à voir avec le Front populaire.

Tisserand écrit : « Au lieu de transposer mécaniquement et implicitement l'ANALYSE (les majuscules qui se veulent condescendantes et erronées, dignes de Weber, sont de Tisserand, NDLR) trotskyste de 1936 à la réalité de l'UG (UG = Union de la gauche, NDLR), les huit camarades du CC signataires de la deuxième résolution devraient appliquer la méthode de Trotsky à l'analyse concrète de l'UG. Ils constateront alors que le PS et les « radicaux de gauche » ne sont pas les partis de la grande bourgeoisie, que dans l'UG, c'est le PCF qui est aujourd'hui hégémonique (c'est lui qui a imposé ses conditions), que la classe dominante ne s'y trompe pas... Qu'en conséquence, l'UG n'est pas une alliance entre la classe ouvrière et une fraction un tant soit peu significative de la grande bourgeoisie qui en détiendrait la direction. »

Notons que, au moins pour G. Filoche, il s'agit de transposer explicitement « l'analyse trotskyste de 1936 à la réalité de l'Union de la gauche ». Ce en quoi il a parfaitement raison.

L'analyse et la méthode de Tisserand qui reprend celle de Weber s'opposent « non mécaniquement », mais le plus réellement qu'il se peut, à l'analyse et à la méthode de Trotsky.

Weber n'arrivera pas à faire prendre des vessies pour des lanternes et le banquier Filippi radical de gauche, pour autre chose que ce qu'il est : le représentant d'une fraction significative du grand capital qui prépare avec l'Union de la gauche le barrage bourgeois à la montée révolutionnaire des masses.

Notons également que la notion « novatrice » de « l'hégémonie de PCF », que Tisserand voudrait assimiler abusivement à la thèse marxiste de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution, est un argument bien vieillissant.

C'est avec cet argument stalinien typique que l'hégémonie du PCF dans la Résistance a conduit, comme le souligne G. Filoche : « Les ministres du PCF à la Libération à lancer les mots d'ordre : « Il faut produire, produire encore, empêcher le sabotage de l'économie. » Mais comment peut-on demander un tel effort aux travailleurs quand règne la loi du marché, la loi de la concurrence, la loi du profit ? »

Ces mots d'ordre auxquels il faudrait ajouter la grève dénoncée comme « l'arme de classe des trusts », ont effectivement

permis la reconstruction de l'Etat bourgeois en raison de l'hégémonie du PCF qui les a imposés à la classe ouvrière. Ces mots d'ordre ne traduisaient en rien l'hégémonie d'un parti conduisant la lutte des masses sur une politique conforme à leurs intérêts, mais l'hégémonie dans le mouvement ouvrier, de l'appareil stalinien du PCF qui a réussi à sauver l'ordre bourgeois.

Il en a été ainsi en 1936 avec le Front populaire, en 1945 avec le Front national. Il en serait ainsi, si les circonstances s'y prêtent, avec l'Union de la gauche.

L'union de la gauche, « solution de rechange bourgeoise »

Pour Tisserand : « La classe dominante craint et combat la dynamique de l'UG, celle-ci ne constitue pas une solution de rechange bourgeoise, quand bien même la bourgeoisie peut se trouver contrainte de s'y rallier en cas de catastrophe. »

Logique admirable ! PREMIER VOLET : pour Tisserand, l'UG ne constitue pas une « solution de rechange bourgeoise ». Tout être humain doué d'un minimum de sens commun en déduit : l'UG est donc une solution de rechange « ouvrière », voire « socialiste ».

Une telle conclusion peut seule justifier l'appel à voter pour l'Union de la gauche. Par là-même, la présentation de candidats par la Ligue, en faisant perdre des voix à l'Union de la gauche, sabote la « solution de rechange non bourgeoise ». Qui plus est, c'est l'existence de la Ligue comme organisation distincte du PCF qui est en cause. Car si le PCF ouvre cette solution positive, la Ligue devrait se dissoudre et entrer dans le « parti de l'hégémonie de classe ».

Peut-être le « non-mécaniste » Tisserand a-t-il découvert une troisième classe qui, en dehors des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, pourrait ouvrir une solution « non bourgeoise » et « non ouvrière » à la crise de société française. Nous reviendrons sur ce galimatias petit-bourgeois qui donne son contenu de classe à la capitulation de la direction de la Ligue.

DEUXIEME VOLET de la logique « webérienne ». L'UG n'étant pas une « solution de rechange bourgeoise », la bourgeoisie peut néanmoins « se trouver contrainte de se rallier en cas de catastrophe » !

G. Filoche répond à Tisserand : « Jamais le patronat français ne se laissera déposséder de son pouvoir économique sans réagir violemment. S'il y est acculé, il ne consentira à « prêter » provisoirement son pouvoir politique, y compris à des ministres du PCF, qu'à la condition que ceux-ci ne touchent ni à sa police, ni à son armée. »

En clair G. Filoche contredit point par point Tisserand, en expliquant : l'Union de la gauche « constitue bien une « solution de rechange bourgeoise », la bourgeoisie, en cas de crise politique majeure (révolutionnaire) consentira à des ministres PCF pour qu'ils assurent la sauvegarde de l'Etat bourgeois, garantie de son « pouvoir économique ».

Et le programme commun ?

Tisserand se livre à toute une série de contorsions sur le Programme commun, pour affirmer « que le Programme commun restitue la cohérence du programme du PCF et ne la brise pas » !

Le Programme commun confirmerait, parce qu'imposé par « l'hégémonie du PCF sur l'alliance, la nature de classe de l'UG ». Tisserand trouve que : « Ce que le PS a accepté sur le plan économique, politique et social, suffit à lui aliéner toutes les fractions de la classe dominante. »

Autrement dit, le Programme commun dans ses dispositions « économiques, politiques et sociales », est un programme que « toutes les fractions de la classe dominante » condamnent comme contraire à leurs intérêts.

Filoche oppose un démenti cinglant à Tisserand.

Il écrit : « Le Programme commun n'est en rien un programme anti-capitaliste. » Pour Filoche, le contenu du Programme commun est donné par le caractère et les limites des nationalisations, « le maintien de liens avec le Marché Commun (et donc la dépendance à l'égard des trusts multinationaux), la reconnaissance du Pacte Atlantique, la répression de l'extrême-gauche, tout contribue à faire de ce programme un texte rassurant, « raisonnable » comme le dit Edgar Faure. »

Répetons-le : pour Tisserand le Programme commun est condamné par « toutes les fractions de la classe dominante » ; pour Filoche, le Programme commun est accepté par Edgar Faure, représentant typique d'une fraction de la classe dominante qui siège dans la majorité Pompidou-Messmer, tout comme il est « raisonnable » pour ces représentants typiques d'une autre fraction de la classe dominante, Marcellin, Filippi, Maurice Faure, Maroselli et autres radicaux qui siègent dans l'Union de la gauche.

Tisserand est membre du BP de la Ligue.

Filoche est membre du BP de la Ligue. Ce dernier écrit : « Parce que les travailleurs, dans leur grande masse, sont attirés par l'Union de la gauche, nous appellerons à voter pour elle, pour que l'expérience pratique de ce que nous prévoyons soit faite. »



Krivine-Weber s'engageant dans la voie qui a conduit leurs camarades de Ceylan à participer au gouvernement anti-ouvrier de Mme Bandaranaike. Les militants de la Ligue communiste suivront-ils ?

Autrement dit, Filoche estime que l'Union de la gauche, c'est la trahison du Front populaire dénoncée en 1935-36 par Trotsky.

Il appelle néanmoins à voter pour une trahison.

L'explication, qui n'en constitue pas une, pour un marxiste partisan de la IV^e internationale, réside dans cette petite phrase : « que l'expérience historique de ce que nous prévoyons soit faite. »

Adresser à faciliter la duperie de leurs espérances que représente l'Union de la gauche. C'est la politique du pire, dénoncée par le marxisme depuis sa naissance. Les demi-vérités sont des mensonges.

Si l'Union de la gauche c'est la trahison du type Front populaire, le devoir des révolutionnaires prolétaires est de dénoncer aux masses le danger de leurs illusions. Non de se soumettre à celles-ci. C'est cela l'enseignement de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Si cette phrase est adressée à sa propre organisation, c'est-à-dire à la majorité de la Ligue qui a suivi Krivine-Weber, cela peut à la rigueur se justifier. L'attachement à une organisation, la discipline ne sont pas à condamner. Loïn de là, Mais il s'agit d'évaluer le contenu de classe des dispositions du Programme commun.

Il y a incompatibilité entre le ralliement à l'Union de la gauche et l'appartenance à la IV^e internationale.

le socialisme est un et indivisible liberté pour les combattants du socialisme !

contre la répression franquiste : sauver Camacho et ses camarades

Le procès politique qui doit s'ouvrir prochainement devant le « tribunal d'ordre public » de Madrid, revêt certainement une importance toute particulière. Effectivement, c'est en tant que dirigeants connus des Commissions Ouvrières que sont jugés Marcelino Camacho, Eduardo Saborido, Nicolas Sartorius, García Salas, Fernando Soto, Ruiz Zapico, Francisco Acosta, Miguel Ángel Zamora, Pedro Hurtado et Luis Fernández Castilla.

A travers ces dix militants responsables, ce sont les Commissions Ouvrières et l'ensemble du mouvement syndical clandestin que le régime entend frapper. La dictature fasciste entend dénier à tout travailleur le simple droit de s'organiser pour se défendre sous peine des plus lourdes condamnations.

Le dictateur sénile et son régime moribond sont amenés à instaurer la répression comme unique moyen de gouvernement : multiplication des « conseils de guerre », plus de 6 000 prisonniers politiques jugés, dont le procès est en cours d'instruction (dont celui prévu contre quinze des grévistes de la grève générale du Ferrol en 71), mise à pied de milliers d'ouvriers qui osent revendiquer devant la hausse des prix galopante (comme aux chantiers navals de Bilbao), assassinats d'ouvriers et d'étudiants (comme à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle).

Les Commissions Ouvrières appellent la classe ouvrière mondiale et toutes les organisations démocratiques et politiques à manifester leur solidarité. « Tous les syndicats, indépendamment de leurs idéologies », sont invités à constituer un tribunal syndical international. Un tel appel peut effectivement constituer la base sur laquelle la mobilisation internationale peut et doit, comme pour Burgos, faire reculer la dictature.

En Espagne même, la réalisation du Front Unique Ouvrier pour la libération de Camacho et de ses compagnons est la condition pour que des centaines de milliers de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels s'engouffrent dans ce combat. Cela est possible : l'appel commun de nos camarades de l'Organisation Trotskyiste Espagnole et de la section de Tarassá du PCE — que nous reproduisons ci-après — est un pas dans cette voie.

La réalisation de l'unité de toutes les organisations ouvrières d'Espagne peut libérer des milliers de travailleurs et les nombreux militants anarchistes, socialistes, communistes, ceux du POUM, trotskystes, grévistes de toutes tendances emprisonnés par Franco. L'unité doit arrêter l'aggravation de la répression et épargner les plus durs coups au prolétariat et aux masses espagnoles qui luttent pour en finir avec la dictature fasciste.

l'organisation trotskyste d'Espagne : appel à la solidarité internationale

« Travailleurs, la dictature fasciste de Franco dont la crise profonde est le résultat de la mobilisation de la classe ouvrière et des masses laborieuses, se dresse comme le principal obstacle à la réalisation de nos aspirations. Tout en rejetant nos revendications, le régime s'engage dans une escalade brutale de la répression. Aujourd'hui, une fois de plus, ce gouvernement, marqué par l'assassinat d'ouvriers et d'étudiants, prépare un de ses « procès exemplaires » contre Marcelino Camacho, Eduardo Saborido, Nicolas Sartorius, Miguel A. Zamora, Pedro Santisteban et Luis Fernández... dix dirigeants ouvriers de différentes régions du pays. Les tribunaux fascistes les accusent de s'être organisés dans les Commissions Ouvrières pour combattre le capital et réclament de 12 à 20 ans de prison.

« Nous dénonçons ce procès comme celui de la dictature contre l'ensemble de la classe ouvrière. Car ce sont tous les travailleurs qui veulent combattre reculer le régime comme ce fut le cas (comme le démontrent les récentes

déjà lors du Conseil de Guerre de Burgos.

« Travailleurs, nous vous appelons à développer une grande offensive de masse contre la répression, à faire de la liberté de Camacho et de ses compagnons, de la libération de tous les prisonniers politiques, le drapeau de votre combat, dès maintenant, dans les entreprises et dans la rue.

« Nous appelons les étudiants, les intellectuels et l'ensemble de la population à unifier leurs efforts et ceux de la classe ouvrière contre la répression franquiste et pour la liberté.

« A BAS LA REPRESSION FRANQUISTE !

« LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR CAMACHO ET SES COMPAGNONS !

« LIBERTÉ POUR LES EMPRISONNÉS POLITIQUES !

« POUR LA SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES. »

Organisation trotskyste, Comité local de Tarassá du PSUC (Parti Communiste de Catalogne, NDLR).

TARASSÁ, le 29 décembre 1972.

l'appel des commissions ouvrières

Au nom de la solidarité internationale, l'appel des Commissions Ouvrières demande « à la classe ouvrière mondiale, à toutes les organisations démocratiques et partis politiques », d'apporter leur appui aux travailleurs de tous les peuples d'Espagne. Enfin, elles invitent : « tous les syndicats indépendamment de leurs idéologies, à constituer un tribunal syndical international, non seulement pour défendre les accusés, mais aussi pour ouvrir un procès contre le régime qui prétend s'incorporer à la Communauté européenne alors qu'il nie les droits les plus élémentaires de la personne humaine ».

contre la répression en U.R.S.S. : appel du professeur A. Minkowski

« Je soutiens à fond la protestation émanant du Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS. Mais je fais remarquer qu'il ne s'agit que d'un volet d'une politique qu'il faut condamner globalement dans son ensemble, car elle représente la dénégation du socialisme, de l'internationalisme et du minimum de libertés contenues dans la Constitution de l'URSS. »

Au moment où Amnesty International estime à plus d'un million le nombre de prisonniers politiques en URSS, pour la plupart déportés dans les camps ou enfermés dans les bagnes-cliniques de la bureaucratie, au moment où une vaste campagne est déclenchée contre Piotr Yakir dont le Kremlin prépare le procès pour tenter de briser la nouvelle opposition communiste, il est plus important que jamais de combattre afin d'assurer la défense de ceux qui luttent inlassablement pour la défense des droits démocratiques et affirment haut et fort leur confiance dans le socialisme « débarrassé de la boue ».

L'unité est possible, toutes les ten-

dances du mouvement ouvrier de ce pays peuvent rassembler leurs forces pour la libération des emprisonnés politiques d'URSS et de Tchécoslovaquie.

C'est ce que démontre encore une fois la section du SNESup-Médecine de l'Hôpital Lariboisière de Paris qui a adopté, à l'unanimité, une résolution demandant la constitution d'un Comité médical d'enquête en URSS. Notons que les militants et sympathisants du PCF de cette section du SNESup ont voté dans l'unité avec des militants d'autres tendances.

Dans le même temps, le professeur A. MINKOWSKI, directeur du Centre de recherches biologiques prénatales de l'INSERM a signé la déclaration ci-dessus.

en dépit de la répression le P.O.R. de Bolivie combat

Le point actuel de la situation en Bolivie est donné par le tract suivant qui sert également de première page au dernier numéro (421) de Masas qui a été diffusé courant décembre par le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire) dans tout le pays.

« Par décret, le régime militaire a annoncé sa décision de renvoyer à trois mois l'examen du cahier de revendications des travailleurs. La manœuvre, qui a été dénoncée de façon énergique, vise à :

« a) agiter le spectre de la « subversion » pour souder les profondes fissures que présente l'appareil d'Etat et convaincre les conspirateurs en uniforme de renvoyer à plus tard la satisfaction de leurs ambitions jusqu'à ce que les travailleurs aient été matés.

« b) mettre sur pied le dispositif de la répression pour décapiter le mouvement ouvrier et, y compris, le noyau dans le sang. De nouveaux massacres se profilent à l'horizon.

« Face à la menace de répression, il convient de prendre les mesures suivantes :

« a) constitution immédiate d'un commandement clandestin unique,

« b) centralisation des cahiers de revendications des différentes corporations, afin d'éviter que le gouvernement puisse manipuler les secteurs isolés.

« c) vigilance militante des dirigeants syndicaux, car il faut éviter tout signe

de faiblesse. Seule une unité à toute épreuve peut être victorieuse.

« Nous éviterons les massacres et les arrestations par une mobilisation ample et profonde de tous les travailleurs et de tout le peuple. Nous avancerons vers la grève qui, pour être victorieuse, doit être générale, active, et menée avec esprit d'offensive.

« Nous devons élever les leçons des expériences passées au plus haut niveau : seule une profonde mobilisation des masses peut neutraliser les mesures policières et la terreur politique utilisées par la dictature militaire.

« TOUS UNIS POUR CONQUÉRIR

« — hausse et échelle mobile des salaires,

« — blocage des prix des articles de première nécessité. Contrôle des prix par les syndicats,

« — garanties pour le fonctionnement de la COB (Centrale Ouvrière de Bolivie). Respect des libertés syndicales.

« — amnistie générale. Respect sans restriction des libertés démocratiques et constitutionnelles,

« — Respect des statuts des universités,

« — Renforcement du Front Révolutionnaire anti-impérialiste,

« — ouvrir la voie vers le gouvernement ouvrier et paysan. »



luttres de Burgos, Seat, Ferrol, Vigo), ce sont tous les travailleurs qui réclament la reconnaissance de leur droit à s'organiser publiquement. En jugeant Camacho et ses compagnons, c'est la volonté de la classe ouvrière et des masses d'obtenir leurs revendications, de préparer la grève générale et d'abattre la dictature, que l'on entend juger.

« Empêcher ce procès, arracher la liberté de Camacho et de ses compagnons, doit devenir, en ce moment, l'objectif de toute la classe ouvrière en lutte contre la répression. C'est ainsi que l'ont compris les ouvriers de dizaines et de dizaines d'entreprises qui, en Catalogne et dans toute l'Espagne, incluent dans leurs plate-formes revendicatives la réalisation de cet objectif, forts de l'appui de nombreuses organisations ouvrières qui, dans différents pays, ont déjà condamné ce procès et ont engagé des campagnes de solidarité avec les travailleurs espagnols. La lutte unie de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans toute l'Espagne pourra faire

ATTENTION !

« LA VERITE »

change d'adresse

Toute correspondance :

LA VERITE

88 bis, avenue Parmentier

75011 PARIS

Soutenez « La Vérité » contre Giscard

Abonnements :

1 an : 26 F ; 2 ans : 45 F ;

soutien : 100 F ; perpétuel : 250 F

CCP BLOCH 60623 PARIS

LISEZ, DIFFUSEZ LE

BULLETIN DU COMITE

pour la libération immédiate
des emprisonnés politiques
dans les pays de l'Europe de l'Est

Abonnement : 1 an (5 numéros) : à
partir de 10 F (CCP Alain Chailier,
n° 31 547-74 La Source), 48, rue Louise
Michel, 92 - Levallois-Perret.

Numéro double sur le rassemblement
militant des 28 et 29 octobre 1972

Biblioteca de comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

les buts de guerre de l'impérialisme américain

« Nixon répond par la force... pour que puisse s'amorcer dans le Sud-Est asiatique tout entier une politique d'expansion imposée par une démocratie très forte; et pour que cette région puisse trouver dans le monde une place que ses richesses naturelles et l'intelligence de sa population lui octroient tout naturellement, effaçant ainsi un des foyers de guerre et de contestation internationale qui reste une des causes principales du déséquilibre mondial. La thèse de M. Nixon ne repose pas sur une utopie. Les rapports de plus en plus étroits qu'il a noués au cours de cette année avec la Chine populaire et l'Union soviétique prouvent que les deux grands pays communistes souhaitent eux aussi un rapprochement avec l'Occident et en premier lieu avec les Etats-Unis. » (Le Nouveau Journal, 7-12-72.)

Voilà comment l'un des organes français du grand capital présente les buts de guerre de l'impérialisme américain.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit en dernière analyse de préserver dans le Sud-Est asiatique une base avancée de la contre-révolution, un point d'appui physique auquel puissent s'accrocher les différents régimes « compradore » que l'impérialisme entretient à grand frais pour contenir la poussée des masses sur tout le continent, en Birmanie, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie, à Formose, en Corée, aux Philippines, et surtout en Inde et au Pakistan.

Ce que l'impérialisme américain revendique, c'est non seulement le maintien de centaines de millions d'hommes dans cette vaste région sous le joug de la misère, de l'ignorance et de la famine, mais c'est surtout la possibilité de réintroduire demain le capital dans les pays d'où il a été exproprié, et notamment au Vietnam du Nord et surtout en Chine.

Pour les besoins de cette orientation stratégique, le maintien de bases d'agression contre-révolutionnaire en Asie du Sud-Est constitue le complément indispensable de la recherche d'un accord direct avec les dirigeants de Pékin et de Mos-

cov. **ouvriers et des masses indiennes, se dresse comme le principal obstacle à la réalisation de nos aspirations.** Tout en rejetant nos revendications, le régime s'engage dans une escalade brutale de la répression. Aujourd'hui, une fois de plus, ce gouvernement, marqué par l'assassinat d'ouvriers et d'étudiants, prépare un de ses « procès exemplaires » contre Marcelino, Camacho, Eduardo Saborido, Nicolas Sartorius, Miguel A. Zamora, Pedro Santisteban et Luis Fernandez... dix dirigeants ouvriers de différentes régions du pays. Les tribunaux fascistes les accusent de s'être organisés dans les Commissions Ouvrières pour combattre le capital et réclament de 12 à 20 ans de prison.

« Nous dénonçons ce procès comme celui de la dictature contre l'ensemble de la classe ouvrière. Car ce sont tous les travailleurs qui veulent combattre reculer le régime comme ce fut le cas (comme le démontrent les récentes



cou. Contrairement à ce que peuvent en dire les partisans avoués ou honteux de la « coexistence pacifique », tous ceux qui se sont félicités des accords Nixon-Mao et Nixon-Brejnev, ou les ont présentés comme des victoires contre l'impérialisme, ces deux volets de la politique américaine ne sont nullement contradictoires. Les dirigeants de Pékin et de Moscou sont certes placés dans une situation « difficile », mais ils acceptent dans les faits la logique de la position américaine. De même, aux Etats-Unis, nombre de représentants du grand capital font pression pour une cessation rapide de la guerre qui ralentit présentement leurs propres opérations de pénétration en URSS et en Chine. Mais les uns comme les autres s'inclinent devant les intérêts supérieurs de l'impérialisme américain tels que les défend l'administration Nixon.

Préserver une base d'agression contre-révolutionnaire dans la péninsule indochinoise, c'est maintenir un Etat indépendant au Vietnam du Sud. Tel est l'objectif à partir duquel les gouvernements Kennedy, Johnson et Nixon ont constamment réglé leur comportement.

Dans cette entreprise, les Etats-Unis ont rencontré des difficultés de deux ordres.

L'effondrement de l'impérialisme français et les accords de Genève

En premier lieu celles que leur a causé la rapidité et la profondeur de l'effondrement de l'impérialisme français en Indochine. Les Etats-Unis, encore engagés en Corée à l'époque, n'ont pu prévenir Dien-Bien-Phu. Ni faire mieux que de devoir accepter (à leur corps défendant; ils n'en sont pas signataires) les accords de Genève de juillet 1954. Accords qui, bien que consacrant la division du pays, ne donnaient aucune garantie solide quant à la consolidation d'un Etat indépendant au Vietnam du Sud; en juillet 1954, il fallait en effet à tout prix et par tous les moyens édifier à la hâte un barrage de fortune pour contenir l'impétueuse poussée des masses de la péninsule, adossées sur le triomphe encore tout récent de la révolution chinoise, et prêtes à s'engouffrer dans la brèche béante ouverte par l'effondrement de l'impérialisme français. Ce barrage, ce fut les accords de Genève, négociés entre les anciennes puissances coloniales (France et Grande-Bretagne) d'une part, et d'autre part les dirigeants de l'URSS et de la Chine.

Ces accords, imparfaits aux yeux de l'impérialisme US, consacraient néanmoins la division « provisoire » du Vietnam en deux zones, et légitimaient les Etats croupions du Laos et du Cambodge. Ceux qui s'en réclament « oublient » de rappeler que l'Etat du Vietnam (Sud), création totalement artificielle de l'impérialisme français qui allait devenir le berceau du régime actuel de Saigon, participait déjà à l'époque aux négociations, aux côtés de la RDV.

Les accords de Genève ont été imposés au peuple vietnamien par les grandes puissances capitalistes et par les bureaucraties d'URSS et de Chine qui amoralisent ainsi leur coopération contre-révolutionnaire: ils le frustraient des fruits de la victoire grandiose arrachée aux armées de l'impérialisme français. L'impérialisme américain restait dans les coulisses et se préparait à parachever par les effroyables moyens que l'on sait l'œuvre de démantèlement du prolétariat et des masses du Vietnam amorcée à Genève.

Mais l'entreprise allait se heurter à une seconde série de difficultés: l'incapacité des Etats-Unis à reconstituer au Sud un régime viable. Les documents secrets du Pentagone témoignent largement des efforts désespérés de l'administration américaine pour trouver des « interlocuteurs » valables au Vietnam du Sud. Ils y ont échoué, et c'est dans cette quête que s'inscrit toute l'histoire de l'escalade américaine.

Le peuple vietnamien, au Nord comme au Sud a résisté héroïquement aux immenses moyens mis en œuvre pour briser sa volonté et organiser sa liquidation physique. Il combat pour son unité nationale, pour expulser l'impérialisme des positions qu'il occupe au Sud, pour le socialisme. Ecrasés sous les bombes, il se trouve aujourd'hui acculé dans la négociation. Et criminels sont ceux qui tentent de camoufler en « victoire » les accords que Nixon tente de lui imposer sous un déluge de fer et de feu.

Unité et indépendance nationale

Quels sont les termes de la négociation? Le premier point du projet d'accord du 20 octobre, dont Hanoi exige la signature affirme: « Les Etats-Unis respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam consacrés par les accords de Genève de 1954. » Ce sont effectivement les termes mêmes de la déclaration finale de Genève. Signée il y a bientôt vingt ans. Et appliquée sous la garantie des

deux co-présidents (dont l'Union soviétique) de la conférence permanente créée à l'époque. On sait ce qu'il en est advenu, et l'on ne peut guère considérer qu'il y ait là la moindre garantie autre que formelle quant à la réunification « pacifique » du pays.

En revanche, le projet d'accord du 20 octobre contient:

— la garantie écrite de la « neutralisation » du Laos et du Cambodge, neutralisation qui joue directement au profit de l'impérialisme, notamment en ce qui concerne le Cambodge; faut-il rappeler à ce propos que l'URSS reconnaît le régime militaire pro-américain de Lon-Nol, tandis que le gouvernement Sihanouk (en exil à Pékin) fait état d'une réduction systématique de l'aide militaire de l'URSS dans toute l'Indochine;

— la reconnaissance implicite du régime Thieu, et de la réalité, sinon de la légitimité du contrôle qu'il exerce au Sud, puisque « la République du Vietnam » est appelée à siéger aux côtés du GRP et de la « troisième force » dans le Conseil national de réconciliation et de concorde

Sydney, 3 janvier. — Le boycottage des navires et cargos américains se poursuit mercredi en Australie.

Le porte-conteneur américain « Austral Envoy », de 16 000 tonnes, n'a pas pu entrer mercredi dans le port de Melbourne et les passagers du « Monterey » ancré à Sydney ont dû débarquer dans des chaloupes de sauvetage, le navire n'ayant pu accoster.

Le mouvement semble devoir s'étendre puisque les postiers demandent que tout le courrier en provenance ou à destination des Etats-Unis soit boycotté. Le Conseil national des syndicats doit se prononcer prochainement sur cette demande.

Les conseils fédéraux du Queensland et de la Nouvelle Galles du Sud réclament de leur côté des sanctions contre les entreprises américaines installées dans le pays, pour appuyer leur exigence d'une fin rapide de la guerre au Vietnam.

Pourquoi les syndicats australiens sont-ils seuls à agir de la sorte? Pourquoi l'Union Internationale des Syndicats des Transports (FSM) n'a-t-elle donné aucune suite à son appel pourtant bien modéré du 28 décembre visant à « organiser partout des actions de masse, y compris par des arrêts de travail sur les transports américains »?

qui doit être mis en place pour préparer des élections générales. L'idée d'un « gouvernement provisoire » à trois composantes, revendication centrale du GRP et du FNL est abandonnée, alors même, il faut le remarquer, qu'elle conduisait déjà à l'établissement d'un Etat indépendant au Sud, contradictoire avec l'existence légitime de la réunification du pays; les désaccords entre Hanoi et le GRP sur ce point étant d'ailleurs évidents.

Mais ces concessions majeures — les mêmes ne suffisent plus à Nixon. Il exige maintenant de voir consacrer explicitement la « souveraineté » au Sud du régime de Saigon, avec les conséquences qui en découlent: immobilisation ou même retrait des troupes de la RDV, libre disposition des détenus politiques de la

« Ce n'est pas seulement la population du Sud-Vietnam, mais aussi la majorité des membres de l'administration et de l'armée de Saigon qui aspirent à la paix et à la concorde nationale. En acceptant le Conseil de la Concorde Nationale (qui aura à organiser les élections pendant la période de transition qui va suivre le cessez-le-feu) le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire accepte d'y voir représenté le gouvernement Thieu. Pour être plus précis, nous reconnaissons les réalités du Sud-Vietnam, et au nombre de ces réalités il faut compter le fait qu'il existe deux administrations, deux armées, ainsi que d'autres forces politiques. Nous souhaitons la mise en place rapide d'un gouvernement qui représentera les deux administrations. »

Madame Binh (Time, 4-12-1972).

part du régime de Saigon (on sait ce que cela signifie), garanties de non-ingérence entraînant la perpétuation de fait de la division du pays. Cela, le peuple vietnamien et le gouvernement de la RDV ne peuvent l'accepter. La récente vague de raids terroristes sur le Nord a eu pour but de casser cette résistance. Mais rien ne dit que Nixon y soit parvenu. En dépit du soutien à peine dissimulé que lui apportent sur cette question capitale les dirigeants de Moscou et de Pékin. On aurait peine à trouver, dans les déclarations récentes du Kremlin le moindre indice d'un quelconque soutien, non point même à la revendication de l'intégrité territoriale du Vietnam, mais seulement aux formulations ambiguës des accords de Genève sur cette question, accords dont l'URSS est pourtant garante en tant que co-présidente de la conférence.

Quant aux dirigeants chinois, André Fontaine rappelle (Le Monde, 31-12-73) que « M. Chou-en Lai avait déclaré des

1954 à M. Mendès-France qu'il s'intéressait moins à la réunification du Vietnam qu'à l'assurance que les américains ne s'y établiraient pas. La réunification, rien n'indiquait qu'il l'ait jamais souhaitée: ce en quoi, d'ailleurs, il rejoint les vœux profonds du prince Sihanouk. »

Deux Vietnam, deux Allemagne, deux Corée?

A quoi peut-on se référer pour comprendre la portée de l'attitude des Etats-Unis, et ses chances d'aboutir?

Philippe Devillers (Le Monde Diplomatique, 2-1-73) estime que la volonté américaine de démanteler le Vietnam « n'a de précédent moderne que dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie par Hitler en mars 1939. » Hélas, c'est faux. La politique américaine s'appuie sur les réalités autrement plus tangibles de la coexistence pacifique. Et Thieu est plus proche de la vérité lorsqu'il déclare: « Il faut reconnaître l'existence de deux Vietnams, comme il y a deux Allemagnes et deux Corées. »

L'impérialisme américain ne songe pas à dissimuler le terrain sur lequel il est à la recherche d'un compromis: le 4 janvier, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU a fait savoir à l'observateur est-allemand que les USA étaient prêts à envisager l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Geste diplomatique d'une importance capitale: Washington se déclare prêt à faire le geste que Moscou considère comme l'objectif final de la « normalisation » de la situation en Europe. En même temps que Nixon indique à Brejnev ce que pourrait être un accord global sur la « sécurité asiatique » du type de l'accord sur la sécurité européenne que la bureaucratie du Kremlin appelle de tous ses vœux.

Qu'importe aux bureaucrates comme aux diplomates de l'impérialisme de consacrer ainsi la mutilation de la chair vive du prolétariat allemand? C'est par là que passe la coexistence pacifique, comme elle passe au Vietnam par le supplice et l'écarterement que tous sont prêts à imposer au peuple vietnamien. On garantira « le caractère intangible des frontières dans le Sud-Est asiatique » en

« A quoi correspond la nouvelle instance nord-vietnamienne visant à obtenir la reconnaissance de l'unité du Vietnam? Il semble qu'il faille l'attribuer à des informations en provenance de Saigon selon lesquelles Hanoi et Washington auraient trouvé un terrain de compromis: selon ces informations, Hanoi aurait accepté de définir le Vietnam comme un pays provisoirement divisé; tandis que Washington aurait renoncé à exiger le retrait des troupes nord-vietnamiennes stationnées au sud du pays. Hanoi nie l'existence d'un tel compromis, par ailleurs inacceptable pour le Nord-Vietnam. »

« L'agence nord-vietnamienne VNA et la délégation du nord à la conférence de Paris devaient l'une et l'autre insister aujourd'hui sur le caractère indivisible du Vietnam. » (Associated Press, 3 janvier.)

échange de la même garantie aisément donnée en Europe par les impérialismes occidentaux.

Tel est l'enjeu des nouvelles négociations qui se sont ouvertes le 8 janvier entre Kissinger et Le Duc Tho. Le combat du peuple vietnamien contre l'impérialisme pour son indépendance et pour l'unité nationale recoupe totalement les intérêts les plus vitaux du prolétariat mondial.

Selon le sénateur démocrate Frank Ross, qui vient de rencontrer le président Nixon, « il semble que, si les négociations échouent à nouveau, nous reprendrions probablement les mêmes mesures que précédemment. »

Autrement dit, la délégation nord-vietnamienne négocie sous la menace directe de nouveaux bombardements (New York Times, 16-1-73) de Comunicació

Homocrota General CEDOC